Le CESE fait à nouveau le point sur le pouvoir d'achat en Outre-mer



TRAVAUX PUBLIÉE LE 31/05/2023

Saisine liée : 10 PRÉCONISATIONS POUR LE POUVOIR D'ACHAT EN OUTRE-MER

Formation de travail liée : DÉLÉGATION AUX OUTRE-MER

La « vie chère » est l'une des principales causes de mécontentement exprimées lors de mouvements sociaux depuis de nombreuses années, signe d'un mal-être qui perdure.

L'étude du CESE Pouvoir d'achat et cohésion sociale dans les Outre-mer : fractures et opportunités adoptée en octobre 2020, rapportée par Véronique Biarnaix-Roche et Joël Lobeau, a permis de documenter ce sujet et d'émettre 19 pistes de réflexion qui restent pleinement d'actualité.

Trois ans après cette première étude, le CESE souhaite reprendre ce sujet, qui a connu des développements avec : une démarche « Oudinot du pouvoir d'achat » organisée par le ministère des Outre-mer à l'automne 2022, une commission d'enquête en cours de l'Assemblée nationale sur « Le coût de la vie Outre-mer », et un contexte d'inflation élevée, notamment sur les produits alimentaires et de consommation courante.

Des conditions de vie économiques et sociales particulièrement difficiles en Outre-mer

La précarité s'accroit et asphyxie les ménages: chômage élevé, revenus faibles, prix élevés et souvent excessifs, .

Prix élevés

Les prix sont en moyenne 10,6 % plus élevés dans les DROM que dans l'Hexagone, au détriment du pouvoir d'achat des ménages et de la compétitivité des entreprises. Les prix des produits alimentaires, supérieurs en moyenne de 34 % aggravent le coût de la vie pour les plus défavorisés. Des aides complémentaires aux bénéficiaires de minima sociaux pourront être envisagées.

Politiques publiques à améliorer

Bouclier
Les politiques publiques n'ont pas réussi à résoudre ces difficultés malgré différents outils. Le « Bouclier qualité-prix » prévu par la loi Lurel du 20 novembre 2012 relative à la régulation économique Outre-mer est un instrument dont l'efficacité peut encore améliorée, notamment une montée en qualité des produits BQP. Les Observatoires des prix, des marges et des revenus doivent également être renforcés dans leurs missions. Des préconisations concrètes seront être formulées et inspirer les politiques publiques y compris au niveau national.

Concurrence
Les conditions de la concurrence sont souvent mises en cause. L'Autorité de la concurrence est appelée à exercer effectivement ses missions dans les territoires ultramarins relevant de sa compétence. La délégation souhaite proposer de nouveaux moyens pour dynamiser les marchés dans chaque territoire et éradiquer les pratiques commerciales déloyales. La fiscalité locale qui contribue pour une part au niveau élevé des prix est en question. Comment la faire évoluer vers une taxe à l'assiette élargie sur les biens et services visant une plus grande justice fiscale ? L'évaluation du dispositif de taux réduits à 3 % (produits alimentaires de consommation courante, médicaments remboursés) de la Taxe générale sur la consommation appliquée en Nouvelle-Calédonie, permettra de servir d'exemple à des préconisations d'évolution de l'octroi de mer.

Emploi
Le soutien à une économie locale durable et plus diversifiée, permettant de créer des emplois pérennes et d'améliorer le pouvoir d'achat. Les pouvoirs publics doivent continuer à aider les filières concernées à se structurer afin notamment de privilégier les circuits courts de production locale et de meilleure qualité alimentaire et environnementale.

Le CESE fait le point et proposera 10 mesures pour améliorer le pouvoir d'achat en Outre-mer.

© - copyright CESE - Novembre 2026